

Le budget—M. Maltais

Je dis cela, monsieur le Président, parce que c'est la coutume. Il y a cinq ans que je suis député à la Chambre et c'est la coutume! Dès qu'un côté de la Chambre dit quelque chose, l'autre côté immédiatement se dépêche de répliquer en disant que c'est le contraire qu'il faut faire. Je suis d'accord avec les députés et les citoyens pour penser que les mesures qui sont souvent présentées ne sont pas les seules qui pourraient être présentées. Mais elles méritent d'être évaluées à leur juste valeur sans pour autant faire une condamnation globale des diverses mesures.

Qu'est-ce que le ministre des Finances a annoncé dans son dernier budget? Il a simplement annoncé des mesures qui s'ajoutent au Budget de février 1983 en vue d'aider à rééquilibrer le budget des citoyens, celui des petites et moyennes entreprises et aussi, de façon particulière, celui des gens à la retraite. De plus, au plan des avantages prévus pour le citoyen, le ministre des Finances a avancé, encore une fois, des sommes d'argent pour la création d'emplois pour les jeunes. Monsieur le Président, étant moi-même originaire d'une région en difficulté sur le plan économique, je suis toujours d'accord pour dire que lorsque j'entends l'opposition crier que le déficit est trop élevé, je suis toujours d'accord pour penser qu'un gouvernement dépense peut-être de trop. Mais si les honorables députés de la Chambre venaient seulement de temps à autre faire un tour sur la Côte-Nord, ils verraient qu'il existe des régions du pays... Et ce n'est pas seulement la Côte-Nord! Il y a le Nord du Québec aussi! Vous pourriez aller dans le Nord de l'Ontario, vous pourriez aller aussi dans les Maritimes et peut-être principalement dans la province de Terre-Neuve, monsieur le Président... on constate qu'il existe des régions qui ont besoin de rattrapage, étant donné que des endroits comme les grandes capitales ont été avantagées au moment où nous ne faisons pas face à une crise économique. Mais dans nos patelins, où les gens sont peut-être peu nombreux mais où les distances sont énormes, il manque énormément d'infrastructures, il manque énormément de lieux où les fonctionnaires pourraient dispenser certains services essentiels, et c'est nous, les députés, de ce côté-ci comme ceux de l'autre côté de la Chambre, qui demandons régulièrement au ministre des Finances de nous apporter davantage en termes de bien-être et de facilités économiques. Et si le ministre des Finances veut vraiment représenter les besoins des diverses régions, des divers milieux économiques, politiques, provinciaux, municipaux ou autres, il est évidemment obligé de prévoir des sommes d'argent supplémentaires.

Monsieur le Président, il est tellement facile de dénoncer un Budget, surtout déficitaire. Mais si les gens de l'autre côté de la Chambre regardaient où va directement cet argent-là, en termes de ministères et de régions, ils seraient surpris de constater ce que l'on peut faire avec les sommes d'argent qui sont proposées et ce que l'on peut faire sur le plan de l'avenir. Monsieur le Président, en tant que député de Manicouagan, j'ai demandé énormément d'argent et j'ai eu aussi beaucoup de projets pour le développement économique de la région; mais il s'agit d'un développement économique à moyen terme et à long terme. Même dans ma propre région il y avait des gens qui étaient sceptiques pour le début des travaux des ports nationaux aux coûts de quelque 42, voire 43 millions de dollars. Mais cette infrastructure qui, j'imagine, doit entrer dans

le déficit gouvernemental, va permettre à la région de Sept-Îles et de Port Cartier, grâce à ce projet majeur, d'amener d'autres projets économiques et normalement, ces installations-là devraient être utilisées sur une période de 25 à 30 ans, ou de 40 ans. C'est ce qu'on appelle, monsieur le Président, emprunter sur le futur, pour s'assurer que le présent soit viable sur le plan économique et que les générations futures puissent utiliser de telles installations en vue d'un développement régional.

Mais, peut-être que, vu des régions métropolitaines, monsieur le Président, on conseillera au ministre des Finances de ne pas engager d'argent dans des projets semblables qui, au moment présent, n'engendrent peut-être pas toute l'activité économique espérée. C'est ce qu'on appelle chez nous se battre pour du rattrapage économique parce que cette région a besoin d'une diversification économique et elle a aussi besoin d'outils pour être en mesure de concurrencer d'autres régions du Québec ou du Canada.

Monsieur le Président, le même phénomène se vit régulièrement dans tout l'Est du Québec au plan des transports aériens. J'ai souvent signalé à la Chambre combien il en coûtait cher de voyager en avion du côté de la Côte-Nord. Qu'il me suffise de vous rappeler qu'il en coûte 695 dollars entre Blanc-Sablon et Montréal pour un voyage aller-retour. Il en coûte beaucoup moins cher de faire Montréal-Paris. Et lorsque je dis Blanc-Sablon—Montréal, cela nous prend en moyenne deux jours pour faire un tel voyage, selon les conditions atmosphériques, et nous ne sommes pas en première classe. Qu'est-ce que nous demandons, nous les députés de l'Est, que ce soit le député de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine, (M. Bujold), le député de Gaspé (M. Cyr), le député de Rimouski-Témiscouata (M^{me} Côté)? Nous demandons de subventionner les tarifs aériens pour permettre aux gens de sortir de leur isolement et non pas par caprice, parce que simplement les gens de chez nous, les gens de l'Est du Québec et les gens des Maritimes, nous devons souvent aller voir des spécialistes, consulter des spécialistes dans des métropoles, et nous avons des enfants étudiants, des jeunes qui doivent aller étudier à l'extérieur et ces coûts-là sont énormes pour la vie dans ces régions. Il est certain que nous pressons le ministre des Finances de nous accorder des crédits et que nous exigeons d'avoir une parité tarifaire au 1,000 sièges, car c'est ainsi que l'on compare les unités de voyage dans notre coin! Lorsqu'on dit qu'un passage aérien nous coûte tant du 1,000 sièges! Monsieur le Président, nous voulons dans nos régions éloignées avoir les mêmes facilités que dans des régions centrales du pays. Mais, pour ce faire cela coûte de l'argent et l'argent vient du ministre des Finances; et nous savons, de ce côté-ci de la Chambre, que nous avons vécu une période économique difficile, non seulement au Canada, mais dans tous les pays industrialisés du monde. Il est important de dire cela à la population, parce que c'est tellement facile pour l'opposition de conclure à une mauvaise gestion ou de conclure à de mauvaises priorités. C'est tellement facile, monsieur le Président, de ne pas avoir la responsabilité de gérer les affaires et toujours dire que si eux l'avaient cette responsabilité-là, ils auraient administré les fonds différemment.

J'aimerais rappeler qu'actuellement je suis en train de négocier avec le comité de reclassement de Schefferville et de Sept-Îles et peut-être bientôt avec les gens de Gagnon...